

FR - 140 At

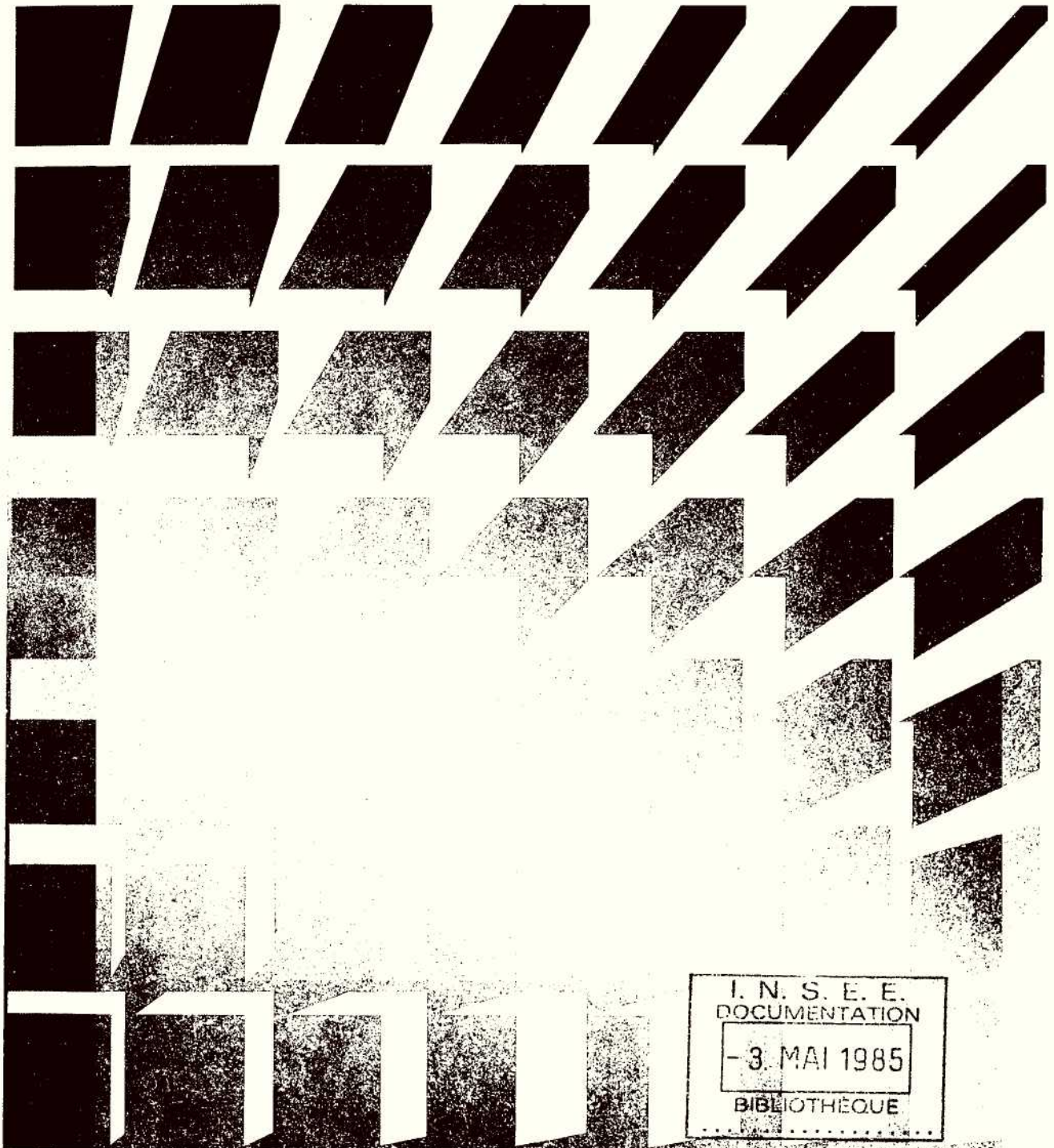
AVRIL 1985

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

SITUATION
ET PERSPECTIVES
DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

1261

SUPPLÉMENT A TENDANCES DE LA CONJONCTURE



I. N. S. E. E.
DOCUMENTATION
- 3. MAI 1985
BIBLIOTHEQUE

institut national de la statistique et des études économiques

DE CONJUNCTURE DE L'INSEE

Supplément à Tendances de la Conjoncture

République Française / Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget / Institut National de la Statistique et des Études Économiques / Directeur général : M. Edmond MALINVAUD / Direction générale : 18, bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14 / Directions régionales : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse. Services régionaux : Ajaccio, Amiens, Besançon, Caen.

SOMMAIRE

AVRIL 1985

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Note de synthèse (rédaction achevée le 15 avril 1985)

	Pages
VUE D'ENSEMBLE	3
I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	5
1. La situation conjoncturelle des États-Unis et de nos principaux partenaires commerciaux	
2. La demande mondiale adressée à la France	
Encadré : Les effets d'une baisse du dollar	
II. LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS	15
1. Les échanges agro-alimentaires	
2. Les échanges énergétiques	
3. Les échanges de produits manufacturés	
4. Le solde global des échanges de marchandises	
III. LES ÉVOLUTIONS NOMINALES ET LA POLITIQUE MONÉTAIRE	29
1. Les prix des matières premières	
2. Les salaires	
3. Les prix et coûts de production	
4. Les prix de détail	
5. La politique monétaire, le crédit et le marché financier	
Encadré : Le nouveau système de contrôle de crédit	
IV. LA CONSOMMATION ET L'INVESTISSEMENT	41
1. Les revenus et la consommation des ménages	
2. L'investissement des entreprises	
V. LA PRODUCTION ET L'EMPLOI	49
1. Les équilibres emplois-ressources	
2. La production industrielle	
3. L'activité du bâtiment et des travaux publics	
4. L'emploi et le marché du travail	

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- Le N° 17 du cahier 1 (bleu) paraîtra le 20 juin 1985
- Le N° 14 du cahier 2 (vert) paraîtra le 24 mai 1985

Avertissement

Cette note analyse la situation actuelle de l'économie française et son évolution probable sur le reste de l'année. L'attention du lecteur est attirée sur le fait que les chiffres relatifs à 1985 ont pour la plupart un caractère prévisionnel. Ce n'est pas le cas pour les hypothèses de change qui sont fixées selon des règles conventionnelles environ un mois avant la parution de cette note.

Conventions

MA : moyenne annuelle

GAt : glissement annuel en termes trimestriels

Source : INSEE, sauf mention contraire

Le service de la conjoncture de l'INSEE souhaite la meilleure utilisation et la plus large diffusion de ses publications. Toute reproduction est donc autorisée. Cependant, dans l'intérêt même des lecteurs, citations ou références doivent être suffisamment explicites pour éviter des confusions sur les hypothèses et raisonnements qui fondent l'analyse économique.

L'environnement international de la France avait été très favorable en 1984 ; il le sera moins en 1985. La reprise de la demande intérieure en Europe ne compensera en effet que partiellement le ralentissement de l'activité aux États-Unis. La demande mondiale de produits manufacturés adressée à la France restera cependant soutenue (+ 4,5 % en moyenne annuelle, après + 7,9 % l'an dernier) : après une faible progression cet hiver, elle augmenterait d'environ 1 % par trimestre sur les trois derniers trimestres de 1985.

Les prévisions sur le cours du dollar, et à un moindre degré, sur le prix du pétrole, sont inévitablement beaucoup plus incertaines. C'est pourquoi on a fait dans cette note une hypothèse conventionnelle : jusqu'à la fin de l'année, le dollar resterait à 10 F, proche de son cours moyen du premier trimestre. De même, on a supposé que le prix du pétrole brut serait lui aussi stable à 28 dollars le baril. Cette note fournit également un chiffrage approximatif de 1985 dans l'hypothèse où le cours du dollar s'établirait en moyenne annuelle à 9,50 F, soit 9,35 F sur les trois derniers trimestres. Dans tous les cas, les parités resteraient inchangées au sein du système monétaire européen.

L'inflation se ralentira sensiblement en France en 1985, mais un peu moins qu'en 1984. Le glissement des prix de détail décembre 1985/décembre 1984 serait de l'ordre de 5,5 %, inférieur de plus d'un point à sa valeur de l'an dernier. La modération des hausses de salaires resterait la principale cause de désinflation puisque, comme l'an dernier, le pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ne devrait pas augmenter. En revanche, d'autres facteurs interviendraient pour ralentir la désinflation : offre agricole moins abondante qu'en 1984, libération progressive des prix industriels, souci des entrepreneurs du commerce et des services d'interrompre la dégradation de leurs marges.

Le solde des échanges extérieurs de produits manufacturés s'améliorera encore cette année, mais beaucoup moins que l'an dernier : l'écart entre les taux de croissance de la demande intérieure et de la demande mondiale adressée à la France, s'il reste favorable au rétablissement de nos comptes, se réduit fortement. Anormalement bas au début de l'année, le solde des échanges de produits manufacturés devrait se redresser ensuite. Néanmoins, si le cours du dollar se maintenait à 10 F, l'accroissement de l'excédent en produits manufacturés ne compenserait pas entièrement la hausse de nos achats de pétrole. Le déficit commercial FAB-FAB serait donc d'environ 25 milliards de francs en 1985, voisin de son niveau de 1984.

Avec un dollar en moyenne annuelle à 9,50 F, l'augmentation des prix de détail serait réduite de 0,2 % en glissement sur 1985, celle de la facture énergétique d'environ 8 milliards de francs. Sous cette hypothèse, la hausse des prix atteindrait 5,3 % en 1985 et le déficit extérieur serait inférieur à 20 milliards de francs.

L'investissement des entreprises stagnerait globalement en 1985 après avoir baissé en 1984. Seule la FBCF de l'industrie concurrentielle augmenterait (3 %). Par ailleurs, la meilleure orientation de la demande provoquerait une accélération de la formation de stocks en produits manufacturés à partir du printemps.

Le pouvoir d'achat du revenu des ménages stagnerait au premier semestre, la progression des prestations sociales compensant le recul du volume de la masse salariale. Mais au second semestre, les réductions d'impôts permettront une reprise de la croissance de la consommation ; celle-ci se portera en particulier sur les biens durables et l'habillement.

**Ensemble des biens et services marchands : équilibre ressources-emplois
(volume aux prix de l'année 1970)**

						Taux de croissance en %		
1984						1985		
84.1	84.2	84.3	84.4	GA	MA	85.1	85.2	85 I*
0,8	-0,4	1,3	0,0	1,7	1,8	-0,4	0,4	0,0
0,5	0,3	-0,5	2,6	3,0	2,3	-0,8	0,6	-0,2
0,7	-0,2	0,9	0,5	2,0	1,9	-0,5	0,4	-0,1
0,1	-0,3	0,0	0,3	0,1	0,7	0,5	-0,1	0,4
1,8	-1,3	3,5	-1,2	2,8	2,9	0,4	0,4	0,8
-0,3	-1,4	-0,5	-1,4	-3,5	-2,6	0,1	0,2	0,3
0,3	-0,8	-0,9	-1,9	-3,3	-1,2	0,6	0,5	1,1
-2,3	-2,2	-2,7	-1,8	-8,8	-6,8	-0,9	-0,9	-1,8
1,0	-0,5	3,2	1,2	5,0	6,9	0,6	1,0	1,6
1,7	2,9	3,6	4,8	///	12,9	1,9	2,6	4,5

(1) en milliards de francs 1970.
* glissement semestriel.

Après une baisse en raison de la rigueur de l'hiver, l'activité industrielle reprendra sa croissance, mais celle-ci restera insuffisante pour enrayer une nouvelle baisse de l'emploi dans l'industrie en 1985 (- 2,7 % en glissement sur l'année). Dans l'ensemble de l'économie, 170.000 emplois salariés disparaîtraient. Si l'on suivait la relation habituelle entre emploi, mouvement démographique et chômage, ceci pourrait s'accompagner d'une croissance du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE d'environ 20.000 par mois. Mais l'augmentation sera plus faible notamment avec le développement des TUC et la mise en inactivité

des demandeurs âgés de plus de 55 ans qui le souhaitent.

1985 sera donc une année de transition au cours de laquelle la demande intérieure viendra en partie relayer au second semestre la demande étrangère. La poursuite de ce mouvement nécessite un accroissement du pouvoir d'achat des ménages ou une augmentation de l'investissement pour stimuler la demande ; elle suppose aussi un desserrement de la contrainte extérieure que favoriserait une baisse du dollar.

